



CHATEAUBOURG
SAINT-MELAINE/BROONS-SUR-VILAINE

VILLE DE CHATEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

Envoyé en préfecture le 12/10/2016
Reçu en préfecture le 12/10/2016
Affiché le
ID : 035-213500689-20161005-05102016158-DE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Le cinq octobre deux mille seize,

Le CONSEIL MUNICIPAL de la COMMUNE DE CHATEAUBOURG, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Maison pour Tous, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Teddy RÉGNIER, Maire de Châteaubourg.

Date de convocation du CONSEIL MUNICIPAL : 29 septembre 2016.

PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs AVERLAND-SCHMITT Christelle, BEUCHET Laurent, DAVID Bertrand, de la VERGNE Aude, DESBLÉS Hubert, DEVILLE Danielle, DIAZ Pablo, DUPUIS Arnaud, FOURMONT Christian, GUÉGUEN Jean-Pierre, HIRON Christophe, LANGLET Estelle, LE BRAS Amandine, LEBRUN Dominique, LECLAIR Catherine, MARCHAND Frédéric, MÉNAGER Éliane, RESTIF Annie, SIAUDEAU Anthony, STEYER Anne, SWEIJEN Jeroen, TABARD Guillaume, THIRY Alain, TOURTELIÉ Christèle.

ABSENTS EXCUSÉS : Monsieur BOBILLE Paul (procuration à Madame STEYER Anne), Monsieur COCONNIER Vincent, (procuration à Madame DEVILLE Danielle), Monsieur DEMAY Xavier, Madame NOYALET Isabelle.

SECRÉTAIRE : Madame LE BRAS Amandine.

Nombre de Conseillers :

- . en exercice : 29
- . présent(s) ou représentés : 25
- . absent(s) et non représenté(s) : 4

OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME

Prescription de la révision générale – Objectifs poursuivis
Définition des modalités de la concertation

PLAN LOCAL D'URBANISME

Prescription de la révision générale – Objectifs poursuivis

Définition des modalités de la concertation

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5212-20-1,

VU le Code de l'Urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015, et, notamment, concernant les plans locaux d'urbanisme, soit, en sa partie législative, les articles L.151-1 à L.151-48 et L.153-1 à L.153-9, plus particulièrement, les articles L.153-11 et L.153-31 relatifs à la prescription de la révision du plan local d'urbanisme et en sa partie réglementaire, les articles R.153-31 à R.153-35,

VU l'article L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, relatif à la concertation préalable,

VU la délibération du 6 juillet 2016 confiant la mission de révision générale du PLU de Châteaubourg au groupement pluridisciplinaire : « K URBAIN, MARTIN, B.E. I.D.E.A.L., SET Environnement, SAFEGE » ; dont le mandataire est K URBAIN,

L'élaboration du PLU s'inscrit dans un nouveau cadre législatif, notamment les lois GRENELLE I et II du 13 juillet 2010, ainsi que les lois ALUR du 24 mars 2014 et LAAF du 13 octobre 2014. Le PLU doit désormais répondre, conformément à l'article L.102-1 à L.102-11 du Code l'Urbanisme, aux objectifs de Développement Durable, visant à :

- l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, le développement urbain maîtrisé, le renouvellement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ;
- la qualité urbaine, architecturale et paysagère ;
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat ;
- la prévention des risques naturels prévisibles, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- la protection des milieux naturels et des paysages ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement.

Les objectifs poursuivis :

L'urbanisation de la commune a été encadrée par un Plan d'Occupation des Sols (POS) de 1996 à 2008, puis par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis 2008. Depuis cette date, le PLU a fait l'objet de procédures de 3 révisions simplifiées, de 7 modifications et 6 modifications simplifiées. Celles-ci n'ont jamais été de nature à modifier l'économie générale du document.

Aujourd'hui, la commune de Châteaubourg est confrontée à des défis importants en termes de développement démographique et économique, d'emplois, d'accessibilité, d'habitat, et de déplacements.

.../...

Au-delà de l'aspect réglementaire, la commune souhaite inscrire la révision générale du PLU dans une démarche globale de mise en compatibilité entre les documents de planification (SCOT, PLH, PPRI,...)

Trois objectifs principaux guident la révision générale du PLU :

1. Veiller à la qualité du cadre de vie et au bien-être des habitants,
2. Conserver dans la durée une dynamique démographique en répondant durablement aux besoins de tous les habitants et de toutes les générations,
3. Permettre l'implantation de nouvelles activités économiques et industrielles, renforcer le tissu commercial, pérenniser les emplois existants et en développer de nouveaux.

Les modalités de concertation :

La commune de Châteaubourg prévoit des modalités de concertation permettant d'associer les habitants de façon continue tout au long de la procédure, ainsi que des modalités ponctuelles qui correspondent aux différentes phases propres à l'avancée du projet.

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés à l'importance du projet, au public d'accéder aux informations et aux avis relatifs au PLU et de formuler des observations ou des propositions qui sont conservées et examinées.

- S'informer :

Sur le site internet de la commune, une sous-rubrique spécifique sera dédiée à la révision générale du PLU. Ce site centralisera le calendrier des grandes étapes de la procédure, les dates des réunions publiques et autres modalités de concertation.

Au moins 2 articles paraîtront dans le magazine municipal « Le Magazine » et dans « l'Infos flash ». Ils seront également relayés par les journaux de presse locaux : « Ouest-France » et « Le Journal de Vitré », dans lesquelles paraîtront les annonces légales nécessaires à l'information de la population.

En cours d'élaboration, une exposition présentera la démarche, le diagnostic et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU. Les lieux, dates et heures où l'exposition sera accessible au public seront annoncés sur le site internet de la commune et dans « L'Infosflash ».

- S'exprimer :

Au moins 4 réunions publiques seront organisées dans différentes salles de la commune. L'annonce des réunions publiques sera faite par le biais de la sous-rubrique dédiée au PLU sur le site internet.

- Faire part d'une demande ou d'une doléance :

Adresser un courrier à Monsieur le Maire – 5 place de l'Hôtel de Ville – 35220 CHATEAUBOURG portant la mention suivante : « concertation préalable - révision du PLU ».

Mise à disposition aux heures et aux dates habituelles d'ouverture de la Mairie, d'un registre intitulé « concertation préalable - révision du PLU » pour y déposer son courrier ou ses observations.

Sur le site internet, dans la sous-rubrique dédiée au PLU, il sera mis en place une adresse mail spécifique pour faire part d'une demande.

VU l'avis favorable de la commission urbanisme/travaux du 26 septembre 2016,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, décide à l'unanimité :

- 1°) **DE PRESCRIRE** la révision générale du PLU de Châteaubourg ;
- 2°) **DE PRENDRE** en considération les objectifs énoncés ci-dessus ;
- 3°) **D'ADOPTER** les modalités de la concertation préalable présentées ci-dessus ;
- 4°) **D'AUTORISER** Monsieur le Maire, de procéder aux formalités nécessaires à la mise en œuvre de la révision générale du PLU ;
- 5°) **D'INSCRIRE** au budget, opération n°230, les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à la révision générale du PLU ;
- 6°) **DE SOLLICITER** toutes dotations/subventions auprès de l'État ou d'autres organismes, pour les dépenses liées à la révision du PLU, conformément aux articles L.132-15 et L.132-16 du Code de l'Urbanisme ;
- 7°) **DE PROCÉDER** à l'affichage et à la publication de la présente délibération conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme ;
- 8°) **DE PROCÉDER** aux notifications de la présente délibération selon les articles L.132-7 à L.132-9, L.153-11 et L.153-16 du Code de l'Urbanisme.
- 9°) **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des documents afférant à cette procédure, ainsi que toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE PUBLIQUE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

POUR COPIE CONFORME.



LE MAIRE,

Teddy RÉGNIER